

LE DEVELOPPEMENT DURABLE ?



QUELLE DROLE D'IDEE !

Brochure autoproduite par Chiche!
Prix libre - Copyleft
Octobre 2007



www.chicheweb.org

pour contacter les auteur-e-s de la brochure : prénom@chicheweb.org

Ça euphémise dans nos tubes cathodiques !

Guerre préventive et frappe chirurgicale, rupture tranquille contre colère saine , TVA sociale et flex-sécurité, commerce équitable et capitalisme moral ou encore croissance verte et voiture propre. Voici autant d'oxymores contre lesquelles il est difficile de s'opposer si on ne s'y arrête pas 5 minutes.

Une oxymore est une figure de rhétorique qui consiste à allier deux mots en réalité incompatibles. Par exemple il existerait des guerres qui préviendraient d'un conflit armé. Or les discours médiatico-politiques et les publicités en sont aujourd'hui blindés pour mieux faire passer la pilule notamment de la modernisation néolibérale. Amusez-vous à les traquer, c'est plus sympa qu'un Sudoku ! Par cette euphémisation des discours le téléspectateur-citoyen se retrouve confronté à une haine de la critique, de la confrontation des idées et des

prétendus extrêmes. Plus de conflits entre patrons et salariés, la flex-sécurité les rassemble autour d'un projet commun : la rentabilité !

Mais plus insidieux est le fait d'être confrontés à un langage qui, si on l'utilise, ne permet plus de critiquer le monde. Ces euphémismes et autres galvaudages colonisent nos esprits pour les rendre dociles.

Et « développement durable » alors ? Comment pourrait-on être contre le développement ? Vous voulez revenir à la bougie ou quoi ? Si en plus ce développement comprend le respect des équilibres naturels, que demande le peuple devant sa télé ? Seulement aujourd'hui, tout le monde politique et industriel se revendique du développement durable. Des logos verts apparaissent sur nos sacs plastiques. Les constructeurs automobiles communiquent sur

les quelques grammes de CO2 rejetés en moins. Et notre gouvernement, en pleine connivence avec le MEDEF, s'en fait le 1^{er} défenseur. C'est pas un peu louche tout ça?

Le développement dans son acception occidentale contemporaine peut-il réellement être compatible avec le respect des

équilibres sociaux et environnementaux ? Par cette brochure Chiche! reprend possession du sens de l'écologie politique et combat les pisse-froids de notre démocratie reverdie en questionnant la notion de développement durable. Et c'est pas triste.

Tu crois que tu vas résister à la novlangue néolibérale écolo ?



Nicolas Hulot fait-il avancer l'écologie ? par Aude Vidal

On a pu se féliciter de l'impact des initiatives de Nicolas Hulot en 2007 : personnalité appréciée des Français, il menace de se présenter pour faire avancer les thèmes environnementaux dans la campagne présidentielle.

Plus tard, il fait signer à chaque candidat-e un code de bonne conduite, le fameux « pacte écologique ». Aujourd'hui l'un des signataires du pacte a mis en place l'une de ses propositions-phares : un vice-premier ministre chapeaute les questions environnementales en les liant à des activités humaines ⁽¹⁾... il en manque et non des moindres en ce qui concerne leur impact sur la biosphère (agriculture, industrie, etc.), mais c'est déjà ça, non ? Vous allez faire la fine bouche ? Réponse en trois points.

Nivellement par le bas

Alors que Hulot propose aux candidat-e-s une déclaration de bonnes intentions (vous en connaissez, des candidat-e-s qui affichent de mauvaises intentions ?), l'Alliance pour la planète propose de son côté de noter leurs propositions en passant au crible leur programme entier : commerce et industrie, transports, aménagement du territoire, énergie, logement, santé, etc. Ce groupe d'associations environnementalistes ⁽²⁾, dont beaucoup sont en pointe dans leur domaine (déchets, OGM, nucléaire, pollutions chimiques, etc.) et

certaines sont généralistes (les Amis de la Terre, Greenpeace), note donc les programmes. Et met ainsi en lumière d'éventuelles incohérences entre les déclarations pour « le jour où on cause d'environnement » et les propositions concernant d'autres secteurs.

Résultat : les candidat-e-s qui soumettent la totalité de leur programme à des préoccupations écologiques arrivent en tête, les autres, ceux de l'écologie du dimanche, se prennent des gamelles. Toutes les politiques ne sont pas égales.

Dans le cadre du pacte écologique au contraire, tout se vaut, puisque tous les pro-

grammes sont remis à niveau par une seule signature. C'est l'indifférenciation d'une écologie de fond avec une écologie de façade. On demande souvent si les Verts ont fait avancer l'écologie en politique, puisque après tout on pourrait imaginer que chaque fraction de l'échiquier politique s'emparât de ce thème... eh bien justement, l'écologie n'est pas un thème. C'est une base idéologique, une base à la pensée du monde.

Entretenir la magie

S'agit-il d'incantations magiques ou de schizophrénie ? On nous parle de créer une nouvelle économie « écologique », comme il y a eu une économie numérique, pour atténuer les problèmes cruciaux auxquels est confrontée la planète. On nous parle de créer une « gouvernance écologique » qui règlera les problèmes environnementaux au niveau mondial. Pas question de remettre en cause l'absence de conditions environnementales à l'OMC, de mettre en question les fondamentaux de l'économie actuelle, celle dont la consommation de ressources et d'énergie provoque émissions de gaz à effet de serre et pollutions diverses.

Au mieux peut-on demander aux ménages de prendre sur eux au quotidien quelques gestes qui permettent de réduire notre empreinte écologique.

Demander aux individu-e-s de faire des efforts pour fermer l'eau pendant leur brossage de dents quand ils et elles voient que l'on subventionne l'agriculture irriguée ? Des efforts pour faire la charité à l'Afrique quand le fric de la PAC met en danger bien plus sûrement l'agriculture du continent ? Des efforts pour acheter bio quand Rhône-Poulenc sponsorise les émissions télé et tue la vie dans les sols ? Des efforts pour rouler à vélo quand les transports en commun sont indignes ? Quand les politiques ne cessent de dire que l'industrie automobile tire la croissance ?

On dit aux Françaises et aux Français que c'est la croissance qui permet aux plus faibles d'avoir encore à manger. On leur dit aussi que c'est cette croissance (quand elle est chinoise) qui cause les problèmes environnementaux : pollution et disparition des ressources naturelles, désordres climatiques, etc.

Des silences complices

Pourtant c'est sur ce mode individualisant les préoccupations, ce mode quotidien et positif, et de fait largement dépolitisé, que Nicolas Hulot s'adresse au grand public. Silence sur les possibilités de politiques publiques qui accompagneraient un impact moins fort sur la biosphère. Pas de remise en cause de la grande distribution et de sa destruction organisée des structures de production et de distribution locales, au profit des stocks roulants sur nos autoroutes.

Rien sur la soumission de l'agriculture à l'industrie chimique (en attendant pire). Oui, la fondation Nicolas Hulot est financée par E. Leclerc et Rhône-Poulenc, que voulez-vous ? Avec cet argent et ces moyens on peut s'adresser à un plus large public, et ainsi, petit à petit, faire avancer la prise de conscience... sur quelles bases ? La base du robinet-fermé-pendant-qu'on-se-brosse-les-dents ?

La fondation Hulot a publié chez Librio, à un prix modique, un manuel qui présente les grands sujets environnementaux d'une manière à la fois

synthétique, objective et claire. Eau, déchets, biodiversité, énergie, tout y est ou presque. Sauf que... à la page « biodiversité », le livre présente le conservatoire national de la biodiversité, qui en France répertorie les semences les plus variées de notre patrimoine végétal pour les garder dans des conditions de température et d'hygrométrie parfaites.



Waw. Sauf que, même dans un confort parfait, tout être vivant meurt un jour... et les graines sont des êtres vivants. Et dans le même temps, les autorités organisent la mort de ces graines dans les champs, là où elles vivent et se repro-

duisent, en interdisant la vente, l'échange ou le don des semences paysannes. Elles sont des milliers à ne pas avoir droit de cité ailleurs que dans les mouiroirs de l'Etat (voir « Des blés de toutes les couleurs », *Pastèque* d'octobre 2005). Que peut-on penser de ce silence? Incompétence des rédacteurs/ices du petit bouquin ou mauvaise foi ? Oubli déconcertant ou clin d'oeil à Monsanto pour qu'il devienne sponsor de la fondation ?

L'écologie politique est complexe. On peut néanmoins en faire comprendre les enjeux à tou-te-s, à condition de ne pas prendre le grand public pour une horde de gogos nombrilistes et incapables. Ou de citoyen-ne-s

sous influence, ou de client-e-s qui doivent sortir la carte bleue au bon endroit. Nicolas Hulot, en se contentant d'appeler à une culture environnementale réduite, aussi hors-sol qu'une tomate en janvier, ne présente certainement pas la pensée cohérente digne de l'initiateur d'un important débat public.

Dernière chose : Aviez-vous oublié ce candidat arrivé parmi les dernier-e-s dans le classement de l'Alliance pour la planète ? Elève Sarkozy, 8,5/20. L'amitié des deux Nicolas ne s'arrête pas à ces détails.

(1) L'environnement (N. Kosciusko-Morizet) et les transports (D. Bussereau) sont des compétences propres au super-ministère. L'énergie et l'aménagement du territoire sont co-gérés (via la Direction Générale de l'Énergie et des Matières Premières ou la Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires) avec le ministère de l'Economie et le Premier ministre.

(2) www.lalliance.fr

Notes de l'Alliance pour la planète au vu des programmes

Notes des programmes des partis ayant participé au gouvernement ces dix dernières années :

Les Verts 17,5/20

PS 16/20

UDF 13/20

PCF 9,5/20

UMP 8,5/20

Notes des programmes des partis n'ayant pas participé au gouvernement ces dix dernières années :

CPNT 6/20

Alternative 16/20

LCR 13,5/20

MPF 7/20

LO 6/20

FN 6/20

Notes relatives aux actions au gouvernement 1997/2006 :

Les Verts 11/20

PS 6,5/20

UDF 5/20

PCF 5,5/20

UMP 4,5/20



Pendant la campagne présidentielle, Nicolas Hulot a refusé de distribuer les bons et les mauvais points.

Faut-il encore croire au développement durable ?

par Pauline Roy

Le développement, un projet politique

Pour s'interroger sur la notion de développement durable, interrogeons-nous tout d'abord sur la notion de développement elle-même.

Le développement comme programme politique trouve son origine dans le discours du président américain Truman du 20 janvier 1949, dans lequel il divisa le monde en pays développés et sous-développés, et invita ces derniers à se lancer dans la course au développement censée leur apporter paix et prospérité. Le modèle à suivre n'était autre que les Etats-Unis ; par conséquent ce pays devait jouer un rôle capital dans ce processus en apportant une aide technique permettant de développer l'activité industrielle et d'élever le « niveau de vie ».

Mais si le développement a constitué la clé de voûte des programmes politiques de la plupart des pays du Sud pendant des décennies, quel contenu lui donne-t-on ? Selon l'é-

cole anglo-saxonne (représentée par Rostow), le développement est un processus linéaire, ayant pour moteur la croissance économique, et faisant passer les sociétés par cinq stades successifs. A l'époque où Rostow expose cette théorie (dans les années 1950), il estime que seuls les Etats-Unis ont achevé leur processus de développement. Ceci étant, cette approche, considérée comme trop restrictive, appellera des définitions plus riches : l'école française (représentée par François Perroux) donne une définition plus qualitative : « *Le développement est la combinaison de changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître simultanément et durablement son produit réel global* ».

Premières critiques

Or au bout de quelques décennies de développement,

les nouveaux problèmes sociaux et environnementaux engendrés par les politiques de développement alimentent une critique de la notion qui se trouve synthétisée dans le terme nouveau de « mal-développement ». Dans « *Terre-patrie* » (édité en 1993), Edgar Morin fait une description de ces maux sans avoir recours à ce terme : « *En Afrique, les sols s'épuisent, le climat se dégrade, la population croît, le sida ravage. A une polyculture satisfaisant des besoins familiaux et locaux se substitue une*

monoculture soumise aux aléas du marché mondial. Sous le coup de ces aléas, la monoculture subit crise sur crise ; les capitaux investis dans les secteurs en crise s'enfuient. L'exode des ruraux remplit les bidonvilles de sans-travail. La monétarisation et la marchandisation de toutes choses détruisent la vie communautaire de services rendus et de convivialité. Le meilleur des cultures indigènes disparaît au profit du pire de la civilisation occidentale. »



Un développement plus écolo ?

Le développement devait alors mourir ou se redéfinir sur la base des critiques qui lui étaient adressées. C'est dans ce contexte, avec la publication du rapport Brundtland (en 1987), puis du Sommet de la Terre à Rio (en 1992), que la notion de

développement durable (ou soutenable) a émergé comme nouveau principe d'action sur la scène internationale. De plus, le développement durable n'était pas un principe destiné seulement aux pays développés/en développement, il devait également guider les politiques internes des pays développés.

Si le développement a eu besoin d'une telle redéfinition pour

survivre, n'est-ce pas que la durabilité/soutenabilité du développement ne va pas de soi ? Peut-il donc exister un développe-

ment durable ? Et au-delà de la pertinence de l'expression, le développement durable comme principe d'action est-il efficace ?

Du développement durable à la croissance durable

En 1972, le club de Rome avait publié un rapport intitulé « Halte à la croissance ! », qui avait fait couler beaucoup d'encre. L'émergence du développement durable s'inscrit-il dans la continuité de cette première critique de la croissance ?

Le flou du développement durable

Quel est le contenu de ce nouveau principe d'action universel qu'est le développement durable ?

La définition généralement retenue est issue du rapport de Brundtland : il s'agit d'un « *type de développement qui permet de satisfaire les besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire les leurs.* » Cependant le rapport n'indique pas comment donner corps à ce principe (quels modalités ? quelles politiques ? quels instruments ?). De plus, il compte lui-même déjà six acceptions différentes du concept de développement soutenable. Deux ans plus tard, alors que les acceptions différentes se comp-

taient par dizaines, François Hatem proposaient de classer les principales théories du développement durable en deux catégories principales : « *écocentrées* » et « *anthropocentrées* » selon qu'elles sont axées sur la préservation de la Terre ou sur le bien-être de l'Homme.¹

Changer d'indicateurs ?

Cependant, si le rapport Brundtland n'a tracé aucune ligne directrice pour mettre en œuvre le développement durable, la conférence de Rio a débouché sur un programme (l'Agenda 21) qui a conduit à s'interroger sur les indicateurs du développement durable. Les rédacteurs de l'Agenda 21

¹ Serge LATOUCHE, *Survivre au développement*, Mille et une nuits, 2005

s'accordaient sur le fait que les indicateurs du développement, relatifs à la création de valeur ajoutée (PNB, PIB) ne permettaient pas de rendre compte de la durabilité d'une politique de développement. La conférence de Rio a ainsi relancé les tentatives d'élaboration de nouveaux indicateurs du développement. Parmi les indices ou indicateurs proposés, certains reposent sur une base monétaire (PIB corrigé par d'autres variables), d'autres non ; certains s'intéressent à la dégradation de l'environnement, d'autres aux droits civils et politiques... Cependant aucun des indices proposés dans la foulée de la Conférence de Rio ne sera adopté par les institutions internationales. Le seul indice « alternatif » du développement utilisé par celles-ci (depuis 1990) est l'IDH (indice de développement humain). Proposé par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), l'IDH combine trois indicateurs : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation et...le revenu, c'est-à-dire le PIB par habitant corrigé en parité de pouvoir d'achat.

Si les indicateurs classiques de la richesse ont été reconnus

comme insuffisants par les rédacteurs de l'Agenda 21, a-t-on assisté pour autant à une redéfinition fondamentale des objectifs des politiques publiques dans le monde, sur la base d'une nouvelle approche de la richesse ? Bien loin de là : non seulement le PIB constitue le 1/3 de la valeur de l'IDH, mais on peut remarquer qu'en France, alors qu'on n'a jamais autant parlé de développement durable, on n'a également jamais autant parlé de la « nécessaire » conciliation entre croissance et écologie, ce qui débouche sur des impostures intellectuelles telles que « croissance verte », « croissance durable », « autre croissance », « croissance propre »...

Ceci est d'autant plus aisé que la notion académique de développement durable englobe trois dimensions : économique, sociale et environnementale. Pour Sylvie Brunel, auteure d'un « *Que sais-je ?* » (2004) sur le développement durable², la dimension environnementale consiste à préserver la planète

² En tant que professeur de géographie du développement, notamment à Sciences-Po et ancienne directrice d'Action contre la faim, Sylvie Brunel bénéficie d'une certaine légitimité sur le sujet du développement.

pour les générations futures, la dimension sociale à mieux répartir les richesses et enfin la dimension économique...à faire croître la production.

La croissance à la rescousse

Pour certain-e-s, il n'y a là rien de saugrenu, au contraire. Franck-Dominique Vivien, maître de conférences en sciences économiques et spécialiste d'économie de l'environnement, commente dans un article les travaux de deux économistes³ : « *Gene Grossman et Alan Krueger ont ainsi cherché à établir une corrélation entre le revenu par habitant et certains indicateurs de pollution de l'air et de l'eau dans plusieurs pays. Leurs résultats montrent que les émissions polluantes croissent en fonction du revenu moyen jusqu'à une certaine limite puis décroissent, traçant ainsi une courbe en U inversé, que l'on désigne parfois comme une courbe de Kuznets environne-*

mentale, du nom de l'économiste qui, dans les années 50, avait tenté d'établir une relation similaire entre croissance du revenu par tête et les inégalités sociales. »

Plus loin Franck-Dominique Vivien poursuit : « *Le problème, comme en conviennent G. Grossman et A. Kueger, est que cette relation en U inversé ne peut être généralisée. Elle ne vaut que pour certains polluants qui ont des impacts locaux à court terme [dioxyde de soufre, monoxyde de carbone, oxydes d'azote] et non, par exemple, pour les rejets de CO2 ou la production de déchets ménagers qui croissent avec le revenu par tête. De plus, quand elle est établie, cette relation n'est pas mécanique. C'est parce que des politiques publiques sont menées que l'on peut enregistrer des résultats encourageants dans la lutte contre les pollutions. Enfin, il ne faut pas oublier que les réductions d'émissions observées peuvent être compensées par d'autres augmentations, les industries les plus polluantes pouvant être transférées sous des latitudes où la réglementation est moins contraignante. »*

Cependant notre actuelle secrétaire d'Etat à l'environne-

³ Frank-Dominique VIVIEN, « *Croissance soutenable ou croissance zéro ?* », article paru dans le hors-série de la revue Sciences Humaines intitulé « *Les enjeux sociaux de l'environnement* », n°49, juillet-août 2005.

ment, Nathalie Kociusko-Morizet, ne se pose pas tant de questions. Se basant sur les « courbes en cloche » de l'OCDE, elle nous explique qu'à partir d'un certain point « la pollution totale décroît, bien que

le PIB continue d'augmenter »⁴. Un modèle mathématique que la polytechnicienne n'a apparemment pas daigné confronter à la dure réalité...

⁴ Citation tirée du journal *La Décroissance*, n°37, mars 2007

La croissance durable, un concept absurde et dangereux

Face à ce type d'approche formalisée à l'extrême et qui permet les interprétations les plus fallacieuses, je propose de démontrer, par un raisonnement au contraire très ancré dans le réel, comment croissance et écologie sont incompatibles.

Production exponentielle

Imaginons qu'un jour on ne produise pour fabriquer nos vêtements que des fibres naturelles et biologiques (on en est encore très loin !). Si l'on reste dans un système de croissance à 2%, cela veut dire la chose suivante : si on produit 100 milliards d'articles l'année n, cela veut dire qu'il faudra produire :

- 102 milliards d'articles l'année n+1 (+ 2 000 millions),
- puis 104 040 millions d'articles l'année n+2 (+ 2 040 millions),
- puis 106 120,8 millions l'année n+3 (+ 2 080,8 millions), et ainsi de suite.

Beaucoup de gens ont tendance à perdre cela de vue, mais un taux de croissance constant signifie une augmen-

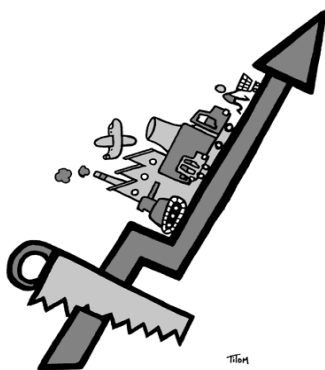


Illustration de Titoum, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0 be

tation exponentielle de la production. C'est ainsi qu'en quelques dizaines d'années, la production peut doubler, tripler, quadrupler...

Or que se passe-t-il avec nos champs de chanvre, lin et coton bio ? Par hypothèse on ne va pas pouvoir intensifier beaucoup ces cultures puisqu'il s'agit de cultures biologiques (sachant que les méthodes de l'agriculture conventionnelle ne constituent pas une solution durable). On va bien sûr se heurter tôt ou tard à des limites spatiales. On peut toujours déboiser ou sacrifier des cultures vivrières comme on le pratique déjà, mais alors on s'écarte des objectifs écologiques et sociaux du développement durable (et avant tout, des principes de l'écologie politique !). Et cela ne fera de toute façon que retarder le moment où il faudra arrêter de produire toujours plus de vêtements ; moment qui arrivera d'autant plus vite si on compte également sur les cultures végétales pour remplacer le pétrole dans ses applications diverses et variées !

Incontournable entropie

Or j'ai pris volontairement l'exemple de produits qui ne génèreraient aucune pollution au cours de leur cycle de vie (en imaginant que le tissage se fasse de façon manuelle !...et que le transport ne génère pas de pollution !), afin de bien faire prendre conscience du problème que pose le système de croissance avec la plupart des objets et services que nous consommons aujourd'hui. Ainsi par exemple, des objets tels que les appareils électroniques ne pourront jamais être intrinsèquement écologiques comme peuvent l'être un vêtement en fibres naturelles ou un meuble en bois traité avec des produits sains. Même un vélo, pour aussi écologique que soit son usage, induit de la pollution lors de sa production et se compose de pièces non biodégradables. Qui plus est, il ne faut pas oublier une loi qui porte un nom un peu savant mais qui est facile à comprendre : la loi de l'entropie (valable aussi bien pour la matière que pour l'énergie). Concernant la matière, cette loi a pour conséquences :

- que la matière dissipée par le phénomène d'usure n'est pas récupérable ;

- que la matière n'est jamais entièrement recyclée : les taux de recyclage les plus importants (fer, verre) plafonnent à 75-80%.

Ajoutons que lorsque les matériaux sont utilisés sous forme d'alliage, il est très difficile de récupérer les matériaux purs d'origine.

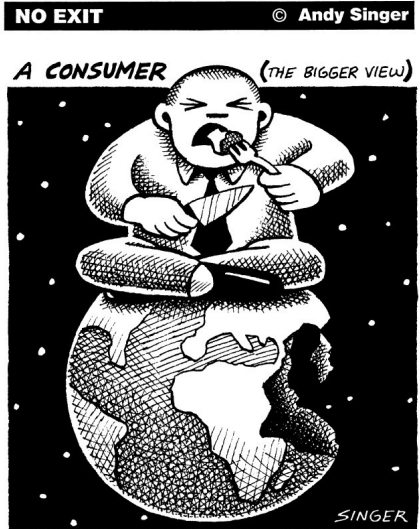
Pour appréhender plus finement le problème des limites de la Terre, il me paraît nécessaire de distinguer plusieurs types de ressources :

- les ressources non renouvelables et non recyclables (ressources fossiles, uranium)
- les ressources non renouvelables mais recyclables (minerais)
- les ressources renouvelables biologiques
- les ressources dites renouvelables physiques.

La fin des haricots ?

Concernant les deux premières catégories de ressources, elles sont vouées à l'épuisement (nous avons vu que le recyclage a ses limites), l'enjeu réside donc dans la durée de leur disponibilité : quelques siècles voire quelques décennies, ou des centaines de milliers d'années ? Michel

Bernard indiquait récemment dans la revue *Silence*⁴ que les stocks connus de minerais ne permettent de répondre à la demande actuelle que pour 13 ans encore concernant l'indium, 28 ans pour l'argent, 37 ans pour l'or, 63 ans pour le cuivre, etc.



Concernant les ressources renouvelables biologiques, leur disponibilité est liée aux cycles biologiques et le non-respect de ces cycles peut conduire à l'épuisement définitif (ressources halieutiques). Plus généralement, une exploitation contre-nature, au sens propre du

⁴ « Après la fin du pétrole », n°345, avril 2007

terme, est contre-productive à long terme (les cultures intensives éliminent les micro-organismes des sols, l'irrigation sur certains sols provoque leur salinisation, etc.).

Enfin, les ressources dites renouvelables physiques (force de l'eau, du vent, lumière ou chaleur du soleil, chaleur de la Terre) sont inépuisables. Cependant, outre les contingences de disponibilité, il ne s'agit « que » de sources d'énergie, et leur exploitation pour les usages modernes nécessite beaucoup de matière...

Pour terminer, j'ajoute que lorsque Dominique Voynet se fait un plaisir de dire sur France-Inter que l'écologie peut générer de la croissance (dans le

secteur de l'isolation des bâtiments par exemple) encore faut-il préciser que :

- cette croissance concernerait justement certains secteurs, mais pas l'ensemble de l'économie,

- cette croissance, aussi souhaitable soit-elle sur une certaine période vu le boulot qu'il y a à faire ne peut être indéfinie. On peut faire un parallèle avec l'état d'un pays après une guerre : une croissance économique est normale lorsque le pays doit se reconstruire, mais ensuite, pourquoi accélérer le rythme ?

Si le développement durable doit déboucher sur des impositions telles que la croissance verte, mieux vaut donc s'en détourner.

La caution verte du système

Malgré tout, se demanderont certain-e-s, la notion n'a-t-elle pas une incidence dans les politiques publiques, même sans avoir bouleversé le système ? Et plus généralement sur les mentalités ?

Des rocades et des lotissements « durables »

Il est vrai que le développement durable est devenu une approche globale qui intègre les différents domaines des politi-

ques publiques. Cela se traduit même éventuellement par une réorganisation des services des collectivités locales, ou même

par une réorganisation du gouvernement avec un vice-premier ministre chargé de l'écologie et du développement durable.

De plus, depuis une circulaire de juillet 2006, s'inscrivant dans la droite ligne de la Charte de l'environnement (insérée dans la Constitution française), les projets territoriaux (Agenda 21 bien sûr, mais aussi projets d'agglomération, chartes de pays, etc.) peuvent être reconnus comme projets de développement durable s'ils rentrent dans le cadre de référence de la circulaire (qui a précisé les finalités et les éléments de la démarche qui doivent caractériser un projet territorial de développement durable).

Quels sont donc les objectifs du développement durable comme principe d'action des politiques publiques françaises ? D'après un ouvrage intitulé « *Le développement durable, approche méthodologique des diagnostics territoriaux* »⁵, ces objectifs sont au nombre de sept :

- assurer la diversité de l'occupation des territoires (partant du postulat que la ville est par nature le lieu de la diversité)

- faciliter l'intégration urbaine des populations
- valoriser le patrimoine
- veiller à une utilisation économique et valorisante des ressources
- assurer la santé publique
- organiser la gestion des territoires
- favoriser la démocratie locale

Nous ne pouvons que souscrire à cette liste d'objectifs, qui d'ailleurs ne se réduit pas à l'écologie stricto sensu mais englobe plusieurs préoccupations de l'écologie politique.

Pour autant ce type de démarche entraîne-t-il un changement de « culture » dans la classe politique dirigeante, dans l'administration et chez les élus locaux ? Pas vraiment... Force est de constater, par exemple, que parallèlement à la mise en place de vélos-stations en vertu de l'Agenda 21 local, les élus locaux d'une grande ville projettent la construction d'une seconde rocade... Et les mêmes élus s'efforceront de rattacher ce projet à la notion de développement durable (si, si!).

⁵De Françoise Rouxel et Dominique Rist, publié par la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU)

L'urbanisme « durable »

Il est d'ailleurs intéressant de regarder de plus près le cas de l'urbanisme. En effet, un des principes fondamentaux du droit de l'urbanisme est l'équilibre entre « développement urbain maîtrisé » et « protection des espaces naturels et paysagers ». Ce principe est considéré par les spécialistes du droit de l'urbanisme comme relevant du développement durable.



Pourtant, l'existence de ce principe n'a pas empêché une progression alarmante de l'urbanisation dans les années 1990. En 2000, afin de contenir cette dynamique, une réforme du droit de l'urbanisme a posé de nouveaux principes et a rendu le droit plus contraignant. Pourtant, les communes qui souhaitent « se développer » continuent d'ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation et l'habitat pavillonnaire est toujours à l'honneur en vertu du raisonnement suivant : « Il faut accueillir de jeunes ménages pour dynamiser la commune. Ces derniers sont à la recherche de maisons avec terrains. Il faut que l'offre immobilière de la commune corresponde à cette demande. » (Le « pavillon » n'est cependant pas la seule forme possible de « maison avec terrain », mais il s'agit souvent du rêve des ménages fuyant la ville...)

En fin de compte, l'élu local moyen se targue de faire du développement durable lorsqu'il a pour projet d'ouvrir à l'urbanisation une nouvelle zone d'habitat pavillonnaire sur une zone naturelle, mais qui répondra à quelques critères HQE et dont l'insertion paysagère sera soigneusement étudiée. Pourtant ce type d'habitat :

- conforte un mode de vie dépendant de la voiture ;
- rend inutilisables des surfaces agricoles dont nous avons l'impression (pour l'instant) de ne pas manquer mais dont nous aurons grand besoin à l'avenir lorsqu'il faudra à nouveau produire localement, de façon plus extensive et à proximité des villes ;
- est fortement consommateur d'énergie car la déperdition de chaleur est proportionnelle au rapport enveloppe/volume.

Comme le fait remarquer Bertrand Barrère, urbaniste, « *On peut toujours ensuite rajouter des panneaux solaires, cela ne rattrape pas une conception de base qui est aberrante. Structurellement, le choix fait est anti-écologique, anti-construction durable* »¹.

¹citation tirée du journal « *La Décroissance* », n°33, septembre-octobre 2006

L'imaginaire social du développement durable

Justement, puisque je viens d'évoquer les aspirations des ménages français, quel est l'impact de la notion de développement durable sur l'imaginaire des gens ? Si l'on demande aux Français ce que leur évoque la notion, la plupart répondra recyclage, biocarburants, énergies renouvelables, économies d'énergie, ferroutage, et éventuellement développement des modes de transports « doux ».

En fin de compte, pour une grande partie des Français, le développement durable fait appel à des solutions techniques qui ne remettent pas en cause notre mode de vie. Or sans dénigrer l'importance de ces solutions techniques, il faut être conscient qu'elles ne sont que des solutions partielles et qu'elles peuvent même s'avérer perverses dans certains cas.

Le puits sans fond des besoins

Ainsi, concernant l'énergie, il est évident qu'il faut développer les énergies renouvelables ; mais sans oublier que pour sortir

de la dépendance à l'égard des sources d'énergie polluantes, il faut mettre fin à la boulimie d'énergie actuelle. L'efficacité énergétique nous le permettra-t-elle ? Pas forcément. Elle peut même aggraver cette boulimie par l'effet rebond, phénomène mis en évidence dès la fin des années 70 et résumé ainsi par Jean-Marc Jancovici (ingénieur polytechnicien ayant effectué des calculs pour l'ADEME): *« l'efficacité technologique, si elle est mise en oeuvre sans remise en cause de la croissance matérielle perpétuelle, peut paradoxalement conduire à l'accroissement de la pression globale : en proposant des usages qui, de manière unitaire, sont moins "nocifs" pour l'environnement, on augmente leur acceptabilité sociale, et on diminue leur coût (chaque utilisateur paiera moins cher en ressources naturelles ou en conséquences de son comportement polluant), et cela conduit à une expansion de l'usage qui fait plus que compenser les gains unitaires. »*

La voiture propre, emblème du développement durable

Face à l'annonce de la pénurie prochaine de pétrole, on entend sans cesse : « On trouvera bien une autre source d'énergie. » Le mythe de la voiture propre arriverait presque à unir écolos naïfs/ves et automobilistes forcené-e-s. Mais qu'est-ce qu'une source d'énergie ? Commençons par rappeler que l'électricité, l'hydrogène (pour la pile à combustible) ou encore l'air comprimé ne sont pas des sources mais des vecteurs d'énergie. Que reste-t-il ?

LA SEULE VRAIE VOITURE PROPRE...



- les agrocarburants (généralement appelés, à dessein, « bio-carburants »)
- les énergies renouvelables, utilisées soit directement (biogaz « raffiné », c'est-à-dire GNV), soit indirectement comme source de chaleur ou d'électricité pour obtenir de l'hydrogène par électrolyse ou thermolyse, comprimer un gaz, etc.

Concernant les énergies renouvelables, force est de constater que la surconsommation actuelle d'électricité permet aux nucléocrates de justifier le recours au nucléaire. Si l'on souhaite sortir de la dépendance envers les énergies polluantes pour l'ensemble de la production d'énergie, il est indispensable de baisser drastiquement notre consommation. Pour ce qui est des agrocarburants, ce point est important à développer à l'heure où l'Union Européenne souhaite augmenter leur usage.

Tout d'abord, le mode de culture des agrocarburants n'a rien de bio, il s'inscrit au contraire dans le modèle d'agriculture productiviste qui génère pollutions chimiques et un gaz à effet de serre puissant (le protoxyde d'azote). De plus, ce boom des agrocarburants fait également augmenter le cours des espèces végétales concernées : aux Etats-Unis la production de céréales pour les agrocarburants fait mécaniquement augmenter le prix des céréales alimentaires (le maïs principalement). En Europe, pour limiter cette concurrence avec les cultures alimentaires, la production se fait au détriment des surfaces en jachère, véritables

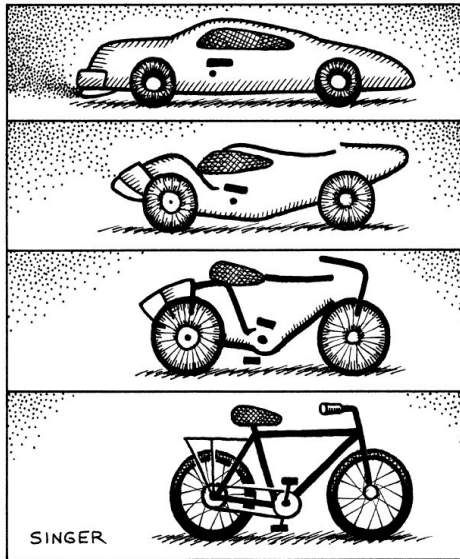
réservoirs de biodiversité (l'Europe envisage même de supprimer l'obligation de mise en jachère !).

Ici, un ordre de grandeur s'impose : si l'on voulait remplacer l'intégralité du pétrole utilisé en France en 2002 pour les transports par de l'éthanol de betterave (agrocarburant ayant le meilleur rapport entre surface consommée et énergie restituée et provenant de cultures locales), il faudrait utiliser 80 % de la surface agricole cultivée en 1997 ! Mais le plus tragique, ce sont les dommages humains et écologiques liés à la production de l'agrocarburant le plus rentable au monde : l'huile de palme. L'augmentation de la demande d'huile de palme (qui, au demeurant, satisfait des usages multiples : alimentaire, cosmétique, etc.), cultivée notamment en Indonésie et en Colombie, conduit à des exactions contre paysans et peuples indigènes (avec un rôle majeur des paramilitaires en Colombie) ainsi qu'à des désastres écologiques (par la destruction des forêts primitives en Indonésie notamment) ¹. En bref, un beau bilan environnemental, social et humain...

¹voir notamment le dossier édifiant du n°954 de *Politis* sur les agrocarburants

NO EXIT © Andy Singer

EVOLUTION



Faire durer le système économique actuel?

Polluer moins pour polluer plus longtemps

Sylvie Brunel, avance (et déplore) que la notion de développement durable a été réduite à sa seule dimension écologique et que ce terme est aujourd'hui le fer de lance d'une recolonisation des pays du Sud (sic).

A l'opposé total de cette approche, Serge Latouche et d'autres intellectuels de la décroissance, constatent au contraire que le développement durable, loin de faire avancer l'écologie, a permis au capitalisme de se renforcer en utilisant ce terme pour lisser son image. En témoigne l'existence d'un lobby nommé *Business Action for Sustainable Development*, rassemblant des dizaines de firmes transnationales, parmi les plus polluantes de la planète (Areva pour le nucléaire, Texaco pour le pétrole, Dupont pour la chimie, etc.)⁶. C'est ainsi que selon Paul Ariès, le développement durable consiste à « *polluer moins pour polluer plus longtemps* ». Cette appropriation de la notion de développement

durable par de grands pollueurs est d'autant plus facile que le « développement durable » a remis à l'honneur... le développement.

Toujours à l'opposé de Sylvie Brunel, je me range du côté d'Hervé Kempf pour dire que dégradations écologique et misère sociale sont les deux produits d'un même système (et j'ajouterais misère culturelle). De plus, misère sociale et misère écologique sont intimement liées : d'une part les populations les plus démunies sont les plus exposées aux pollutions et nuisances de toutes sortes, d'autre part, les peuples ayant gardé un mode de vie traditionnel en étroite symbiose avec la nature sont les plus menacés par l'altération de l'environnement (c'est ainsi que des pauvres deviennent des miséreux...).

Le système générant cette triple misère est tout simplement le système néolibéral et capitaliste - qui aujourd'hui s'emballa pour devenir « hyper-capitaliste » (Paul Ariès) en exerçant sa prédation marchande sur les derniers espaces de gratuité (un bon exemple : le brevetage du vivant). Or le mot « développe-

⁶ Serge LATOUCHE, *Survivre au développement*, Mille et une nuits, 2005

ment durable » n'attaque pas les fondements de ce système qui est régi par l'impératif de croissance, qui génère des transports à tout-va, qui considère les réglementations nationales comme des obstacles au commerce etc. En revanche le mot « décroissance » n'est pas soluble dans ce système.

Vive la décroissance!

Je préfère également le mot « décroissance » parce qu'il est issu d'une réflexion économique globale, initiée par l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen, qui avait bien compris que l'économie n'est pas un système fonctionnant en vase clos mais qu'elle s'insère dans un vaste système biologique/chimique/physique et que de ce fait, elle

est soumise à l'une des lois fondamentales de la physique : la loi de l'entropie (cf supra)⁷. Le même Nicholas Georgescu-Roegen a d'ailleurs écrit, en 1991 : « *Il n'y a pas de doute que le développement durable est l'un des concepts les plus nuisibles* ».

Enfin, je préfère le terme de décroissance car il dépasse la simple réflexion d'ordre scientifique portant sur les lois de l'économie et la crise écologique : la décroissance comporte une dimension philosophique importante, défendant de nouvelles valeurs face à une civilisation qui ne se donne plus de limites et refuse de devenir adulte (Paul Ariès).

⁷Nicholas GEORGESCU-ROEGEN, *The entropy law and the economic process*, 1971

La révolution écologique nécessite une révolution mentale...et un peu de courage.



Illustration de Titom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0 be